

LIMBOURG CONSEIL COMMUNAL

Une démission du collège?

Hier soir, l'opposition à Limbourg a demandé au collège communal de démissionner

L'opposition de Limbourg avait promis de taper du poing sur la table, elle l'a fait. Hier soir, elle a même lancé un fameux pavé dans la mare en demandant au collège communal socialiste de démissionner!

Une majorité de remplacement composée par le PS et un autre partenaire à Limbourg? Ça semble plus que compromis. Hier soir, l'opposition cdH, Ecolo, MR a demandé ensemble la démission du collège communal socialiste!

Depuis que la conseillère socialiste Natacha Beckers a décidé de siéger comme indépendante, les socialistes ont perdu leur majorité absolue à Limbourg. Des négociations sont en cours pour essayer de trouver un partenaire, le cdH a été contacté, mais elles semblent actuellement au point mort.

Vu les derniers événements, ce n'est pas demain que les socialistes

UNE MAJORITÉ TOUS ENSEMBLE OU CDH-ECOLO-MR-NATACHA BECKERS?

trouveront un partenaire. cdH, Ecolo et MR avaient déjà signé un "accord d'opposition." Hier soir, ils l'ont confirmé en allant même jusqu'à réclamer la démission de tout le collège communal, c'est-à-dire du bourgmestre et de ses échevins!

"Le principe, dans une société démocratique, c'est que si le pouvoir exécutif n'a plus la majorité, il démissionne, explique Alain Derome, le chef de groupe cdH. D'accord, au niveau communal ce n'est pas prévu par une loi, personne ne peut les obliger à le faire... à part les valeurs morales, éthiques, etc. Qu'ils tirent les conséquences de la situation dans laquelle ils se sont mis."

BRUNO BECKERS

Cette prise de position, assez forte, est donc la même au sein des trois partis. Ecolo ajoute juste qu'il "ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec la législation communale précédente et avec le bilan autrement positif de la majorité sortante PS-ECOLO, notamment en termes de réalisations et de gestion des ressources humaines."

Quant au MR Jacques Lamotte, il appelle les socialistes à appliquer l'"éthique politique sans compromis" chère au ministre wallon Philippe Courard, socialiste lui aussi. Et se déclare persuadé que si la situation politique est aussi bloquée à Limbourg, c'est surtout parce que personne parmi la majorité ne veut laisser son mandat et la rémunération qui va avec. Cette situation politique justement, comment faire pour l'améliorer? "S'ils démissionnent, on pourrait se mettre tous autour d'une table et discuter, repartir de zéro," explique l'opposition. Pour, pourquoi pas, constituer une grande majorité rassemblant PS, cdH, Ecolo et MR.

Ets'ils ne démissionnent pas? Certains évoquent l'envoi d'un commissaire du gouvernement, quel qu'un d'indépendant, au-dessus de la mêlée, qui pourrait trouver des solutions originales. Ils évoquent aussi la constitution d'une majorité alternative composée des trois partis de l'opposition plus de la dissidente Natacha Beckers. Avec le désavantage de disposer d'une très courte majorité de 9 contre 8... exactement ce qu'avait le PS avant que la tornade Natacha Beckers entre en action. «



Exit le bourgmestre Reinert et les échevins Soupard, Stabel, Dejardin et Stroeder? C'est ce que réclame l'opposition unanime. ■ MONTAGE SP

DÉCLARATION

Natacha Beckers s'est enfin expliquée

Enfin, Natacha Beckers a pris la parole devant le conseil communal de Limbourg pour déclarer qu'elle siégerait comme indépendante. En commençant par rappeler que "ma famille et moi-même sommes profondément attachés aux valeurs du socialisme que nous défendons avec force.

Malheureusement, force est de constater que depuis les élections communales de 2006 et l'instauration d'une majorité absolue ici à Limbourg, ces valeurs fondamentales à mes yeux cèdent progressivement du terrain face à une certaine forme de participatisme ainsi qu'à des individualismes de plus



Natacha Beckers.

■ FH

en plus marqués." Pour elle, ce sont donc les intérêts des habitants de la commune qui souffrent. Ça ne correspond pas à sa vision de la démocratie. "Et je ne parle même pas d'ouverture d'esprit et de dialogue envers la minorité politique limbourgeoise qui, aujourd'hui, n'en est plus vraiment une..." Elle a aussi réglé quelques comptes: "...contrairement à ce que d'aucuns n'ont pas manqué d'évoquer à haute ou basse voix, sachez que c'est avec beaucoup d'amertume que j'ai mûrement et longuement réfléchi avant de prendre pareille décision."

PEPINSTER ENVIRONNEMENT

Vaste plan de propreté au centre-ville

"On a décidé de relever nos manches en compagnie des citoyens pepins", entame sans détour Doris Quadflieg, l'échevine de l'environnement. "Pepinster reflète une image pas forcément très propre, vu de l'extérieur et on souhaite sensibiliser nos citoyens et leur faire prendre conscience des efforts à faire en matière de propreté. Pour ce faire, la commune sera présente à leurs côtés, tout comme les agents de quartier de la maison de police le seront. Le centre s'appauvrit et les quelques départs de commerçants constituent autant de morceaux de trottoirs qui ne sont plus nettoyés. Pourtant, dans le classement des communes wallonnes, on n'est pas si mal classé", reprend-elle, avant

d'aborder la face concrète de ce vaste plan de propreté qui sera bientôt initié au centre de Pepinster.

"On va commencer par acquiescer une balayeuse. C'est du moins prévu à l'extraordinaire du budget 2009, qui passera au conseil ce 30 mars. Et puis, il y a le fleurissement du centre. En parallèle, il va y avoir toute une campagne de sensibilisation des citoyens, à commencer par un toute boîte qui leur sera distribué début avril."

Mais que contient-il au juste? "On y trouvera une présentation des agents de quartier, qui auront un rôle important à jouer dans l'accompagnement des Pepins au quotidien, pour qu'ils prennent conscience des petits gestes à réaliser.



L'échevine de l'environnement, Doris Quadflieg ■ GDS

Mais aussi le règlement en matière de trottoir, à savoir qu'on est tenu de balayer et de déneiger son morceau, ainsi qu'un rappel des jours de ramassage des poubelles...", explique Doris Quadflieg.

PRISE EN MAIN ET CONVIVIALITÉ

Le but d'une telle initiative est de redorer la convivialité du

centre-ville de Pepinster et d'améliorer le cadre de vie. Cela s'inscrit également dans la même logique que le réaménagement de la rue Pepin et du quartier de la Gare.

Et d'autres actions ont été entreprises. "On a par exemple adressé un courrier à tous les propriétaires dont les immeubles sont inoccupés actuellement. L'amende est augmentée dans leur cas. C'est une manière de les inciter à réagir. On portera aussi une attention toute particulière aux bulles à verres, avec la possibilité de dresser des amendes administratives, si nécessaire. D'autres points noirs existent et concernent notamment les dépôts sauvages, mais il est relativement difficile d'agir là-dessus, tout comme sur les déjections canines", reprend l'échevine.

"On va aller vers plus de contrôles. Il faut que les habitants sentent qu'on reprend la politique de la propreté en main. On pourra aussi compter sur l'aide des éducateurs de rue pour sensibiliser un maximum de personnes. Car c'est d'abord de la sensibilisation, avant de parler de répression", termine Doris Quadflieg. «

OLIVIER DELFINO

STOUMONT

Un véritable Baby boom à Stoumont



Que de monde...

■ R.V.

Alors que la commune de Stoumont enregistre annuellement une moyenne de 30 naissances par an, l'année 2008 a battu tous les records. En effet, ce sont pas moins de 44 enfants qui sont venus grossir les rangs de la population. Et en plus à part strictement égale: 21 filles et 21 garçons. Yvonne Vannerum, échevine en charge notamment de la petite enfance, se pose la question de savoir "Mais que s'est-il donc passé en 2008 à Stoumont?" Il n'en fallait pas plus pour qu'elle évoque un baby

boom dont elle se réjouit évidemment.

Voilà qui confirme le slogan selon lequel Stoumont est un "site d'exception". Comme chaque année, une prime de 125 euros a également été remise à chaque parent. L'échevine en a profité pour annoncer que sur sa proposition le collège va solliciter du conseil communal l'octroi d'une prime supplémentaire de 125 euros pour les parents qui utiliseront désormais des langes lavables. «

RICHARD VILLERS